

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION



*Documents officiels*

TROISIÈME COMMISSION  
32e séance  
tenue le  
mercredi 16 novembre 1994  
à 10 heures  
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 32e SÉANCE

Président : M. CISSÉ (Sénégal)

puis : M. BIGGAR (Irlande)  
(Vice-Président)

SOMMAIRE

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : PROGRAMME DES ACTIVITÉS DE LA DÉCENNIE  
INTERNATIONALE DES POPULATIONS AUTOCHTONES (suite)

POINT 99 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR  
LES RÉFUGIÉS, QUESTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS ET AUX PERSONNES  
DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE  
A/C.3/49/SR.32  
9 décembre 1994

ORIGINAL : FRANÇAIS

94-82323 (F)

\*9482323\*

/...

La séance est ouverte à 10 h 30.

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : PROGRAMME DES ACTIVITÉS DE LA DÉCENNIE INTERNATIONALE DES POPULATIONS AUTOCHTONES (A/49/381, A/49/444, A/49/446, A/49/536) (suite)

1. S'agissant de l'organisation des travaux de la Troisième Commission, le PRÉSIDENT rappelle que la Commission a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'examiner conjointement les alinéas a) et e) du point 100 de l'ordre du jour, intitulé "Questions relatives aux droits de l'homme". Les délégations qui le désirent pourront faire deux déclarations concernant respectivement les alinéas a) et e) du point 100. Dans la mesure du temps disponible, tout orateur supplémentaire souhaitant prendre la parole au titre de l'alinéa e) pourra le faire. Les dates limites d'inscription sur la liste des orateurs désirant prendre la parole au titre de cet alinéa et de présentation des projets de proposition seront établies après examen de la question par le Bureau.

2. Mme ZACHARIAH (Malaisie) estime comme le Coordonnateur de l'Année internationale des populations autochtones, dont le rapport final figure dans le document A/49/446, que ce n'est pas en 12 mois que l'on peut espérer modifier radicalement la situation des communautés autochtones, compte tenu en particulier de la modicité des ressources qui ont pu être réunies. Il n'en est pas moins vrai que les activités mises en route dans le cadre de l'Année internationale ont contribué à faire évoluer les mentalités et à sensibiliser la communauté internationale aux problèmes qui se posent à ces communautés.

3. Au titre de l'Année internationale, la Malaisie a organisé du 29 novembre au 1er décembre 1993 à Kuala Lumpur un Séminaire international sur les populations autochtones, dont les objectifs consistaient à faire évoluer les mentalités et à obtenir un renforcement de la coopération internationale dans ce domaine. Les experts des questions autochtones et les représentants officiels de 34 pays qui ont participé à ce séminaire ont examiné des documents de travail établis par ces experts et portant sur des thèmes touchant soit l'ensemble des communautés visées, soit des communautés vivant dans certaines régions ou pays d'Asie et d'Amérique. Les débats ont été consignés dans un rapport qui vient de paraître.

4. En recommandant la proclamation d'une décennie internationale des populations autochtones, la Déclaration et le Programme d'action de Vienne précisaient que les programmes à mettre en oeuvre au titre de la Décennie devraient avoir une orientation concrète et être élaborés de concert avec les populations concernées, et il importait d'établir un fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale et d'envisager la création d'une instance permanente pour les populations autochtones dans le cadre de la Décennie.

5. À la suite de la Réunion technique sur l'Année internationale et la Décennie internationale des populations autochtones, que le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme, nommé Coordonnateur de la Décennie internationale conformément à la résolution 48/163 de l'Assemblée générale, a organisée à Genève en juillet 1994, le Secrétaire général a établi un rapport préliminaire sur un programme d'action détaillé pour la Décennie internationale des

/...

populations autochtones (A/49/444). La délégation malaisienne estime que ce programme d'action pourrait être amélioré. Les huit paragraphes de la première page de l'annexe I dudit document formulent des objectifs trop généraux. En fait, seuls les paragraphes 4 à 7 de la partie A fixent des objectifs à réaliser dans le cadre du programme d'activité proposé, encore qu'il y ait chevauchement entre les paragraphes 5 et 6, qui devraient être regroupés. Quant à la partie B de l'annexe I, elle devrait indiquer comment coordonner l'intervention des différents participants en fonction de tel ou tel objectif précis, afin d'en faciliter la réalisation.

6. Ainsi, l'objectif faisant l'objet du premier paragraphe de la partie A de l'annexe I est trop général. Il ne peut que représenter l'objectif d'ensemble de la Décennie, celui dont devraient découler tous les objectifs secondaires, à savoir les droits de l'homme, l'environnement, le développement, la santé, la culture et l'éducation, ainsi que la création des institutions et mécanismes nécessaires et de l'instance permanente envisagée dans la résolution 48/163. La partie B pourrait alors exposer une stratégie de réalisation de chacun des objectifs secondaires grâce à l'exécution de programmes précis par les différents participants s'occupant de tel ou tel objectif. On pourrait ensuite répartir les rôles et fixer des délais de réalisation pour chaque objectif, ce qui simplifierait considérablement le suivi et l'évaluation des activités.

7. Il en va de même pour la section II du document, consacrée aux activités des organismes des Nations Unies. La délégation malaisienne comprend que ces organismes élaborent des programmes d'activité en accord avec leurs mandats respectifs, mais seule la coordination évitera les chevauchements d'activités.

8. La délégation malaisienne ne voit pas pourquoi l'Assemblée générale devrait adopter un programme d'activité à court terme pour la Décennie alors que le programme d'activité proprement dit n'a pas encore été officiellement examiné par la Commission, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale. Il convient certes de prendre des dispositions intérimaires pour l'année 1995, mais le projet qui figure à l'annexe II du document à l'examen est par trop fragmentaire, se contentant par exemple de mentionner, en guise d'activités, des réunions devant se tenir en 1995 dans le cadre des travaux du Centre pour les droits de l'homme. De l'avis de la délégation malaisienne, la première année de la Décennie devrait être l'occasion d'entreprendre des activités d'information et de mettre en place un réseau des différents participants.

9. L'intervenante émet également des réserves à propos de la ventilation des thèmes en fonction des années, qui est proposée aux paragraphes 13 et 14 et à l'annexe III du même document, estimant préférable de se limiter à un seul thème général et de faire porter les efforts sur un grand nombre d'objectifs précis et réalisables.

10. S'agissant du financement des activités au titre de la Décennie internationale, la délégation malaisienne met en garde contre la pratique consistant à financer ces activités par prélèvement sur les ressources affectées à d'autres activités. Quant à la question du coût des activités à entreprendre au titre de la Décennie, il importe d'élaborer un programme d'activité dont les objectifs soient clairement définis et dont les volets soient bien coordonnés, afin de pouvoir établir des prévisions financières fiables.

/...

11. La délégation malaisienne estime avec le Secrétaire général que la Décennie devrait conserver le thème de la participation des populations autochtones à l'élaboration des programmes qui doivent être réalisés dans le cadre de la Décennie. Elle devrait également donner à l'entreprise une dimension qui la relie au développement, ce qui serait d'ailleurs conforme aux recommandations orientées vers l'action de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme et élargirait la portée de l'action visant à établir les droits des populations autochtones.

12. M. KOZIY (Ukraine) dit qu'à trois semaines seulement du début de la Décennie internationale des populations autochtones, dont la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a recommandé la proclamation et que l'Assemblée générale a proclamée par sa résolution 48/163, il faut bien prendre conscience qu'en dépit de sa complexité, le problème de la protection des droits des populations autochtones et des minorités nationales n'est pas insoluble : la communauté internationale a les moyens de surmonter ses divergences pour atteindre des objectifs communs. Il importe de cimenter le consensus dégagé à Vienne et d'appliquer les dispositions de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, en particulier celles qui concernent les populations autochtones.

13. L'Ukraine en général et la République de Crimée en particulier ont à faire face au problème de la protection sociale des populations déportées de retour en Crimée. Celle-ci devrait voir revenir plus de 500 000 Tatars de Crimée, Grecs, Arméniens, Allemands et représentants d'autres nationalités qui avaient été déportés par la force en vertu d'une politique nationale antérieure. Plus de 200 000 sont déjà revenus. Le Gouvernement ukrainien a créé un fonds pour ces populations. Le fardeau politique, financier, administratif et autre que représente la réinstallation de ces populations pèse sur l'Ukraine et la République de Crimée. La pénurie de ressources ne permet pas de résoudre rapidement le problème, ce qui crée de graves tensions sociales en Crimée. Celle-ci escompte donc recevoir une aide de l'Organisation des Nations Unies et des organisations régionales, ainsi que de la Russie, de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan, pays où ces populations ont vécu à leur corps défendant.

14. La délégation ukrainienne juge très utile l'idée d'organiser des consultations à l'échelle régionale avec les populations autochtones. L'Ukraine a collaboré étroitement avec le Haut Commissaire de la CSCE pour les minorités nationales, qui s'est rendu trois fois en Ukraine en moins d'un an. L'institution de contacts avec le Coordonnateur de la Décennie internationale ne peut que renforcer le caractère positif de ces consultations.

15. Organisée à l'initiative de l'ONU et des administrations publiques de l'Ukraine, la Conférence internationale qui s'est tenue à Kiev le 10 novembre 1994 sur le thème "Programme des Nations Unies pour l'intégration des Tatars de Crimée et des minorités ethniques" a réuni des représentants de 11 pays décidés à appuyer le Programme. Etalé sur cinq ans, le Programme devrait démarrer au début de 1995 et coûter environ 15 millions de dollars.

16. L'Ukraine, qui vient de célébrer le troisième anniversaire de son indépendance, a pleinement conscience que le problème des minorités nationales et des populations autochtones doit être abordé sous tous ses aspects. Elle a

/...

créé à cette fin un ministère chargé des questions intéressant les nationalités et élaboré un programme national de garantie des droits des minorités nationales. La Déclaration des droits des nationalités de l'Ukraine et la Loi sur les minorités nationales en Ukraine, adoptées par le pouvoir législatif ukrainien en 1991 et en 1992, respectivement, sont pleinement conformes aux normes internationalement reconnues en la matière.

17. Les Ukrainiens estiment que si elles sont représentées dans les différentes instances qui les concernent, les populations autochtones participeront plus largement à la vie internationale. C'est ainsi que les Tatars de Crimée ont participé aux travaux du Groupe de travail sur les populations autochtones de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme.

18. La délégation ukrainienne estime, comme le Secrétaire général dans son rapport A/49/444, que les organismes des Nations Unies dont le mandat les amène à s'occuper de la situation des populations autochtones seraient mieux à même de planifier et d'exécuter leurs programmes s'ils connaissaient mieux les problèmes de ces populations et s'ils en tenaient davantage compte. D'où l'intérêt de la fonction attribuée au Coordonnateur de la Décennie internationale dans le domaine de l'information et de la communication touchant les problèmes de développement, d'environnement, de santé, d'éducation et de droits de l'homme.

19. Le projet de programme d'activité pour la Décennie internationale des populations autochtones est un document de la plus haute importance. L'adoption et l'application de ce programme auront des répercussions inappréciables sur les efforts déployés pour résoudre les problèmes pressants des populations autochtones.

20. M. CUESTAS (Guatemala) exprime son soutien à la Décennie internationale des populations autochtones qui, à l'instar de l'Année internationale des populations autochtones, doit être l'occasion de mieux faire connaître ces populations et de promouvoir l'union et la collaboration entre les différents secteurs de la société dont font partie les populations autochtones.

21. L'ambitieux programme d'activité pour la Décennie, proposé par le Secrétaire général dans son rapport A/49/444, mérite l'appui des États Membres car il est conforme à l'esprit de la résolution 48/163 de l'Assemblée générale et montre comment améliorer la communication entre les Nations Unies et les populations autochtones. Pour atteindre l'objectif consistant à renforcer la coopération internationale aux fins de résoudre les problèmes qui se posent aux communautés autochtones dans des domaines tels que les droits de l'homme, l'environnement, le développement, l'éducation et la santé, le programme d'activité pour la Décennie doit faire une place importante à la mobilisation des ressources nécessaires pour financer des projets locaux et les organismes des Nations Unies doivent faire appel au concours des gouvernements des pays où vivent ces populations. Le Guatemala approuve à cet égard la proposition du Secrétaire général tendant à recruter un fonctionnaire chargé des appels de fonds pour la Décennie, ainsi que celle prévoyant la création d'une base de données et d'un centre de documentation pour faciliter les travaux de recherche sur les populations autochtones et disposer d'une source d'informations précieuses. La coopération et la coordination entre les populations autochtones

et les organismes des Nations Unies doit indubitablement être améliorée. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres organismes des Nations Unies peuvent participer à la Décennie en collaborant aux activités menées dans leur domaine de compétence.

22. C'est toutefois aux gouvernements qu'incombe au premier chef la responsabilité d'adopter des plans visant à amener le développement intégré des populations autochtones. Le Guatemala lui-même, pays pluriculturel riche d'un important héritage maya et espagnol, a pris des mesures concrètes, dans la limite de ses modestes moyens, en faveur de ces populations notamment dans le domaine de l'éducation, auquel il attache une importance particulière. Conformément à la constitution du pays, un enseignement bilingue est dispensé dans les régions où existe une forte présence autochtone et des plans sont à l'étude pour adapter le contenu de l'enseignement dispensé aux besoins des communautés auquel il est destiné. Dans le cadre de la décentralisation du système éducatif, le Gouvernement donne aux enseignants mayas la possibilité de mettre au point leurs propres programmes scolaires et supports pédagogiques. Il a aussi nommé une commission nationale chargée de définir des stratégies dans le domaine de l'éducation et de la culture autochtones. Le 20 juillet 1994, un fonds pour les populations autochtones a également été créé, à l'issue de consultations tenues avec les populations autochtones sur la structure à donner à ce fonds pour lui permettre de financer des projets de développement intégré en leur faveur. Le Gouvernement lui a affecté des crédits au titre de l'exercice en cours et de l'exercice à venir.

23. L'État guatémaltèque reconnaît, respecte et protège les coutumes et formes d'organisation traditionnelles et les langues des divers groupes ethniques d'origine maya dont est formé le Guatemala. Cette diversité culturelle a toutefois pour cadre un territoire bien défini sur lequel l'État guatémaltèque entend exercer et exerce d'ailleurs sa souveraineté sans contestation possible. Loin de constituer une faiblesse, elle donne au Guatemala la force qui fait de lui une nation indivisible.

24. Pour conclure, le représentant du Guatemala se félicite de l'imminence de la Décennie internationale des populations autochtones dont il espère qu'elle sera l'occasion pour ces populations de contribuer par leur savoir au règlement des grands problèmes de l'époque actuelle.

POINT 99 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS, QUESTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS ET AUX PERSONNES DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES (A/C.3/49/L.14, L.15 et L.16) (suite)

#### Projet de résolution A/C.3/49/L.14

25. M. KASTBERG (Suède), présentant, au nom des auteurs auxquels se sont joints le Niger, la Nouvelle-Zélande, la Guinée-Bissau et le Cap-Vert, le projet de résolution A/C.3/49/L.14, intitulé "Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés", indique que la prévention et le règlement des conflits ainsi que l'instauration d'une paix durable ne sont possibles que si l'on met en oeuvre

/...

une approche globale reposant sur la prise d'initiatives politiques et diplomatiques, mais aussi sur le lancement d'opérations de maintien de la paix et d'activités ressortissant aux droits de l'homme et aux secours humanitaires.

26. L'aide humanitaire a sauvé bien des vies et a servi à prévenir ou à résoudre des conflits. Mais elle peut facilement être utilisée pour justifier parfois l'incapacité ou la réticence des pays touchés et de la communauté internationale lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux causes profondes des conflits. La nécessité de renforcer les moyens dont dispose la communauté internationale pour relever ce défi n'était jamais apparue avec autant de clarté. Pour cela, il faudra continuer à s'en remettre très souvent à des sources extérieures au HCR et au Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire. Une approche globale, intégrée et coordonnée des Nations Unies concernant la gestion des conflits est encore à l'état embryonnaire. Tout en portant pour l'essentiel sur les travaux du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le projet de résolution à l'examen appelle l'attention sur tout l'éventail des questions qui doivent être abordées dans d'autres instances intergouvernementales.

27. Le Comité exécutif du Programme cherche à faire face à l'augmentation vertigineuse du nombre des personnes ayant besoin d'une protection internationale. En l'espace d'un an, plusieurs nouvelles situations d'urgence ont déplacé entre 4 et 5 millions de personnes supplémentaires. En quelques jours, des millions de personnes n'ont dû leur salut qu'à la fuite. Le projet de résolution à l'examen souligne la nécessité d'envisager selon une optique plus large la protection des personnes en danger et l'aide à leur fournir, par exemple en s'attaquant au problème du déplacement involontaire de personnes à l'intérieur de leur propre pays. Le projet de résolution appelle également la communauté internationale et le système des Nations Unies à coordonner de façon plus étroite leur intervention en s'occupant de manière cohérente et synergique des activités d'aide humanitaire, de relèvement et de développement. Il souligne la nécessité d'améliorer les mesures préventives à prendre pour éviter la répétition constante de situations tragiques marquées par des déplacements massifs de populations et rappelle que le Haut Commissaire est également tenu de s'occuper des apatrides. L'intervenant espère que le projet de résolution à l'examen sera adopté par consensus.

28. Deux pays lui ayant demandé d'intervenir en leur nom, le représentant de la Suède indique qu'il est proposé de remplacer, au paragraphe 12 du dispositif, les mots "le nécessaire" par les mots "tout leur possible" et d'ajouter, au paragraphe 22, le membre de phrase "et les pays en développement" après "les pays les moins avancés".

29. M. BIGGAR (Irlande), Vice-Président, prend la présidence.

#### Projet de résolution A/C.3/49/L.15

30. M. KHEIR (Jordanie) présente le projet de résolution A/C.3/49/L.15 relatif au nouvel ordre humanitaire international, dont il espère, vu son importance et son caractère humanitaire, qu'il sera adopté sans être mis aux voix.

La séance est levée à 11 h 10.